



Assemblée générale

AG/11188

PAL/2149

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Commission spéciale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA

1^{ère} séance – après-midi

VINGT-SEPT ÉTATS MEMBRES S'ENGAGENT À SOUTENIR FINANCIÈREMENT L'OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT (UNRWA)

Au cours d'une réunion tenue au Siège de l'ONU à New York, 18 États Membres ont annoncé, cet après-midi, le versement de contributions pour financer les activités de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) en 2012. Neuf autres États Membres ont promis de confirmer le niveau de leur contribution au budget de l'UNRWA à une date ultérieure. En dépit de l'insuffisance des financements qui affecte le niveau de ses ressources budgétaires, l'UNRWA doit faire face à une hausse constante des besoins en services des populations palestiniennes réfugiées à travers le Moyen-Orient.

« Les promesses de contributions des États Membres à l'UNRWA sont une façon concrète de traduire l'engagement de la communauté internationale aux côtés des réfugiés palestiniens et en faveur du processus de paix au Moyen-Orient », a déclaré le Vice-Président de la soixante-sixième session de l'Assemblée générale, M. Csaba Kőrösi (Hongrie), qui présidait cette réunion de la Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'UNRWA.

Dans ses remarques d'ouverture, il a rappelé que l'Office a été créé en 1949 avec pour mandat de porter secours à 700 000 réfugiés. « Soixante-deux ans plus tard, et parce qu'il n'a toujours pas été possible de parvenir à une solution politique au conflit israélo-arabe, l'Office doit toujours fournir des services de base à une population de réfugiés en constante augmentation, dont le nombre atteint aujourd'hui environ 5 millions de personnes, et son rôle est plus vital que jamais », a dit M. Kőrösi. Il n'a pas manqué de revenir sur la situation financière précaire de l'Office, et sur les conséquences négatives possibles que cela implique pour la réalisation de son mandat. Pour M. Kőrösi, le rôle de l'Office est d'autant plus crucial aujourd'hui que le Moyen-Orient passe par une situation « fragile et volatile » dans le contexte du « printemps arabe ». Il a insisté sur le fait que les ressources financières dont dispose l'UNRWA ne sont pas à la hauteur des besoins croissants et de plus en plus complexes des réfugiés palestiniens. Ce constat l'a amené à insister sur la nécessité de doter l'UNRWA de ressources financières suffisantes, afin de lui permettre de s'acquitter efficacement du mandat qui lui a été assigné.

Seul programme des Nations Unies qui soit un organe subsidiaire de l'Assemblée générale, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient fournit une assistance dans les domaines des secours et des services sociaux de base, de l'éducation, de la santé, du microfinancement et des infrastructures des camps, à quelque 5 millions de réfugiés palestiniens vivant en Cisjordanie, dans la bande de Gaza, au Liban, en République arabe syrienne et en Jordanie.

De son côté, la Commissaire générale adjointe de l'UNRWA, Mme Margot B. Ellis, a rappelé que les réfugiés palestiniens attendaient une solution depuis 60 ans, alors qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, l'occupation israélienne continue d'avoir un impact négatif sur les droits de l'homme des Palestiniens. Elle a regretté que la situation des réfugiés palestiniens n'évolue pas, alors que les effets des changements climatiques se font de plus en plus sentir dans la région, venant s'ajouter aux impacts du « printemps arabe ».

Les destructions de maisons et la révocation de permis de résidence continuent sans relâche, a-t-elle regretté en mettant l'accent sur le fait qu'un risque existe de voir un changement forcé du mode de vie des populations bédouines. Avec un seul point de passage commercial entre Gaza et Israël, l'UNRWA fait face à des délais considérables pour assurer le transfert des matériaux de construction dont a besoin la population de Gaza, a déploré Mme Ellis.

Elle a mis l'accent sur l'importance que revêtent les appels d'urgence lancés par l'UNRWA pour pouvoir fournir une assistance alimentaire et des emplois à des milliers de réfugiés. À ce titre, elle a regretté que l'appel de 2011 n'ait été financé qu'à 49% du montant sollicité, et a indiqué que les besoins étaient estimés à 301 millions de dollars en 2012. Parlant des efforts déployés par l'UNRWA pour la reconstruction du camp de Nahr el-Bared, situé au nord du Liban, Mme Ellis a évoqué la construction de 369 domiciles et de trois nouvelles écoles, soulignant qu'il manquait toujours 182 millions de dollars pour compléter la reconstruction du camp. L'Office attend, avec impatience, l'adoption d'une nouvelle législation qui permettra aux Palestiniens d'avoir accès à une plus large palette d'emplois au Liban, a-t-elle noté.

« Notre situation financière demeure le plus grand obstacle à notre capacité de répondre aux besoins des réfugiés palestiniens », a poursuivi Mme Ellis en rappelant que l'UNRWA fonctionne pour la troisième année consécutive avec un budget déficitaire dont les ressources sont très en dessous de ses besoins. Nous avons épuisé les ressources de notre fonds général et n'avons pu faire face à notre mission que grâce à des contributions volontaires et extraordinaires de dernière minute provenant d'une poignée de donateurs, a-t-elle insisté.

Avec un projet de budget 2012 de 641 millions de dollars, et des revenus limités à 548 millions de dollars, l'UNRWA va débiter cette année avec 93,5 millions de déficit, a-t-elle précisé. Elle a ajouté que ce budget comprenait 28 millions de dollars destinés à l'alimentation des réfugiés palestiniens et 123 millions de dollars pour la mise en place du progiciel de gestion intégré.

Mme Ellis a particulièrement salué les contributions des gouvernements occidentaux et du Japon, qui fournissent la majorité du budget de l'Office, mais aussi celles de l'Arabie saoudite, du Brésil, de l'Inde et de la Malaisie, en espérant que davantage de donateurs suivront l'exemple de ces pays et augmentent leur niveau de contributions. Une évaluation récente a conclu que les efforts déployés par l'UNRWA ces dernières années ont conduit à la mise en place d'une agence qui fonctionne de bien meilleure manière et avec beaucoup plus d'efficacité, a-t-elle souligné. Elle a jugé indispensable que l'UNRWA dispose des moyens nécessaires pour faire face aux besoins alimentaires et de santé de millions de réfugiés palestiniens, dont un demi-million d'écoliers.

Vingt-sept États Membres ont annoncé leurs contributions pour 2012 au budget de l'UNRWA. Parmi eux, certains n'ont pas donné de chiffres exacts mais ont prévu de maintenir le même niveau de contributions que l'année dernière.

Le représentant de la République arabe syrienne a rappelé que son pays accueillait un demi-million de réfugiés palestiniens, dont le coût de l'accueil en 2011 a atteint 232 millions de dollars. Cet effort, a-t-il dit, constitue pour la Syrie la manière dont elle contribue à l'amélioration du sort des réfugiés.

L'Observatrice de la Palestine auprès des Nations Unies a remercié les donateurs pour leur générosité et leur soutien à l'UNRWA dans le souci de lui permettre de maintenir la qualité de ses services et programmes. Elle a espéré que la proposition du Secrétaire général de financer une plus grande partie du budget régulier de l'Office à partir du budget ordinaire de l'ONU sera acceptée par les États Membres. Outre les contributions financières des pays donateurs, elle a tenu à rappeler l'importance de la contribution de la Jordanie, du Liban et de la Syrie pour l'assistance qu'ils fournissent aux réfugiés palestiniens présents sur leur territoire.

Annonces de contributions volontaires au budget de l'UNRWA pour 2012

(par ordre d'annonce par les délégations)

Luxembourg	3,75 millions d'euros
Émirats arabes unis	1 million de dollars des États-Unis
Suisse	23,5 millions de francs suisses, soit plus de 25,5 millions de dollars des États-Unis
Chine	80 000 dollars des États-Unis
Union européenne	80 millions d'euros
Slovénie	Montant à déterminer
Malaisie	Montant à déterminer
Finlande	5,956 millions d'euros
Australie	Montant à déterminer
Royaume-Uni	11 millions de dollars des États-Unis
Suède	41 millions de dollars des États-Unis
Irlande	4 millions d'euros
États-Unis	Montant à déterminer
Égypte	25 000 dollars des États-Unis
Arabie saoudite	Montant à déterminer
Danemark	70 millions de couronnes danoises
Allemagne	8 millions d'euros
Turquie	1 250 000 dollars des États-Unis
Indonésie	100 000 dollars des États-Unis
Thaïlande	30 000 dollars des États-Unis
Norvège	Montant à déterminer
Pays-Bas	Montant à déterminer
Espagne	Montant à déterminer
Autriche	1,48 million euros
Afrique du Sud	Montant à déterminer
Koweït	2 millions de dollars des États-Unis
République tchèque	2,5 millions de couronnes tchèques soit environ 130 000 dollars des États-Unis

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel